

En juin 1980, le journal **Royaliste** titrait, sur fond de Marianne vacillante : « **Qui croit encore au système ?** » : nous étions en pleine Giscardie, et les contestations restaient vives, dans le même temps que les Gauches s'apprêtaient à accéder au pouvoir, pour la première fois sous la Cinquième République, et soufflaient constamment sur les braises, s'enivrant de grands mots et de slogans qui se voulaient encore « révolutionnaires ». Les royalistes n'étaient pas les derniers à contester la présidence de « Foutriquet », selon le mot du philosophe Pierre Boutang, et à prôner un changement de tête, en attendant et en préparant un changement dans les institutions, certains en approfondissant celles de la Cinquième, « **de la monarchie élective à la monarchie héréditaire et arbitrale** » et d'autres, plus rudement, en renversant l'ordre centraliste, « **de la République jacobine à la Royauté fédérale des peuples de France** ». Mais tous pouvaient se reconnaître dans le titre de **Royaliste**, et, près de quarante ans après (ces fameux « quarante ans » que les Gilets jaunes évoquent comme un véritable mantra), après ces quatre décennies sans doute perdues pour la France (sauf peut-être sur la question de la décentralisation, avec les lois de 1982 et de 2004), ce titre paraît tout à fait adapté à la situation !



Bien sûr, il paraît nécessaire de définir ce que l'on peut nommer « système » pour éviter tout malentendu et toute illusion, et ne pas se tromper ni de cible ni d'enjeu. Le « système », c'est d'abord **un état d'esprit libéral (au sens le plus extrême du terme) mis en pratique par le jeu d'institutions de moins en moins politiques et de plus asservies par les féodalités financières et économiques, de la République à l'Union européenne**, et c'est surtout **l'imposition d'une « gouvernance mondialisée » symbolisée et représentée par le pouvoir de grandes villes-monde ou d'immenses zones métropolisées qui n'ont plus guère de rapports avec les pays et les populations historiques sur lesquelles elles vivent**, souvent à leur dépens, comme du temps de la romanisation antique.

Le système, c'est ce carcan de la démocratie dite représentative de plus en plus lointaine pour ceux qu'elle prétend représenter sans leur laisser le droit à la libre parole, et qui est aux mains de partis et de notables de moins en moins représentatifs des réalités sociales de notre pays ; c'est ce que l'on pourrait nommer « **le pays légal** », celui des élus, des parlementaires (qualifiés souvent de « **parlementeurs** », comme en février 1934 ou dans les années 1950, avant le retour du général de Gaulle) et des ministres, mais aussi des syndicats, des médias ou des artistes de la société du spectacle, vitrine de la société de consommation.

Au regard des derniers événements, l'on peut aisément constater que **ce système, qui porte aujourd'hui le nom « synthétique » de « République »** et qui a peu à voir avec le sens premier de ce mot, la « **Res publica** » (la chose publique, ou la communauté publique, de la Cité), **se défend bien à défaut de bien gouverner** : la célèbre formule d'Anatole France, l'auteur du conte si peu républicain « L'île des pingouins », reste actuelle, et les méthodes du Sinistre de l'Intérieur, M. Castaner, démontrent à l'envi ces procédés de « basse police » qui vont si bien à ce système qui, à défaut d'être bien aimé, entend forcer les citoyens à l'accepter sans contester. Les diverses limitations de la liberté d'expression, les censures insidieuses ou les manipulations nombreuses, sans oublier les nouveaux moyens de la répression courante, des charges en moto (que j'avais, un des

premiers, évoqué dans mon témoignage sur les événements parisiens du samedi 1^{er}

décembre) aux blocages de bus de manifestants bien en amont de Paris, de l'usage (inédit en ville depuis 2005) des blindés frappés de l'écusson de l'Union européenne (tout un symbole !) aux jets inconsidérés de gaz lacrymogène sur des manifestants un peu trop joyeux (comme place de l'Opéra samedi 15 décembre), sans oublier les projets ministériels et gouvernementaux de limitation légale du droit de manifester, tout cela marque

une radicalisation d'un Système aux abois

, furieux de s'être laissé bousculer par des «

manants en gilets jaunes

», sortis des profondeurs d'un «

pays réel

» négligé, voire oublié des « élites » (sic) tout d'un coup empêchées de « mondialiser en rond », selon l'heureuse expression d'un commentateur radiophonique...

En d'autres temps, Jean de La Varende, écrivain enraciné de Normandie, avait réhabilité le sens du mot « **manant** », en rappelant sa véritable et historique signification : « **des manants, le beau mot qui réunissait gentilshommes et terriens... de *maneo***

: je reste, je persévère et j'attends. Les autres pouvaient fuir ; pouvaient courir où l'on se divertit : à eux, les manants, de continuer, d'assurer.

»



Le monde est un grand jeu de rôle, et nous sommes tous des acteurs. C'est pour ça que je suis si amoureux de ce métier.